

qu'on dit bien que ce qu'on va améliorer, c'est là où le français est normalement utilisé.

Tout cela, monsieur le président, pour bien prouver qu'il s'agit d'un pas très timide. Il s'agit d'un commencement, d'une évolution très lente et, d'ailleurs, le vrai problème n'est pas tellement une question de langue qu'une question de participation active de la part des Canadiens français, non seulement aux débats sur la législation, comme nous le faisons à la Chambre, mais aussi à l'élaboration de cette législation et à l'administration de ce pays qu'on voudrait bilingue et biculturel.

Le temps n'est plus aux tergiversations à ce sujet, mais plutôt à l'action. On devra accélérer l'action à un rythme beaucoup plus considérable, si l'on veut réaliser ces objectifs, avant que les Québécois eux-mêmes décident de le faire, sans l'aide des neuf autres provinces.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE COMPTE RENDU DU VOYAGE MINISTÉRIEL EN AFRIQUE

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire à la Chambre un bref compte rendu de mon récent voyage en Afrique, au cours duquel j'ai rendu visite à la Côte-d'Ivoire, au Nigeria, à la République démocratique du Congo, à la Tanzanie et à la Zambie.

C'était la première fois qu'un ministre des Affaires extérieures canadien se rendait dans la partie de l'Afrique située au sud du Sahara. Cela m'a permis d'apprendre quelque chose, mais malheureusement trop peu, des pays que j'ai visités. Cela m'a donné aussi l'occasion de souligner auprès de divers gouvernements la profondeur et la permanence de l'engagement du Canada envers l'Afrique: j'ai eu la preuve palpable de cet engagement au cours de mes rencontres avec plus d'un millier de Canadiens qui s'occupent activement de projets de développement en coopération—des missionnaires, des gens de l'ACDI (Agence canadienne de développement international), des volontaires du SUCO et, bien sûr le personnel de nos missions diplomatiques. J'ai aussi demandé à nos ambassadeurs et hauts-commissaires auprès des pays où je ne pouvais pas me rendre de se joindre à nous à divers endroits d'Afrique pour que je puisse profiter de leurs conseils.

• (2.30 p.m.)

L'aide au développement constitue et continuera de constituer la plus large part de nos activités en Afrique. Elle répond en même temps aux besoins des pays en voie de développement dans cette région et à l'occasion qui s'offre au Canada d'apporter la contribution de ses ressources humaines et matérielles, tant dans les secteurs anglophones que dans les secteurs francophones. Il m'a été possible, dans certains des pays que j'ai visités, de donner officiellement effet à des accords d'aide sur lesquels on travaillait depuis environ un an, accords dont certains vont exercer dès maintenant un effet bienfaisant sur notre économie intérieure.

J'ai également rendu visite au siège de la Communauté de l'Afrique orientale, qui est une sorte de marché commun constitué par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. J'ai été directement mis au courant par les chefs d'État africains des plans de développement et j'ai pu me

[M. Matte.]

rendre compte de la façon dont les programmes canadiens d'aide s'insèrent dans ces plans et du rôle qu'on peut s'attendre à les voir jouer dans l'avenir. On m'a assuré dans chacun des cinq pays de l'intérêt que prend le Canada à l'Afrique noire est le bienvenu et que l'on aimerait voir s'intensifier notre effort actuel. Les chefs des États africains que j'ai visités m'ont dit que les Canadiens y font un excellent travail et que le seul regret des pays en cause est de ne pouvoir se procurer suffisamment de main-d'œuvre canadienne.

En Tanzanie, par exemple, le Président Nyerere m'a indiqué qu'il serait enchanté d'accueillir des milliers de Canadiens au lieu des quelques centaines qui s'y trouvent actuellement. Les Canadiens que j'ai rencontrés m'ont confirmé de leur côté que l'on a besoin d'une présence canadienne continue en Afrique. Il m'est apparu de jour en jour plus clairement que notre action a fait naître un espoir chez nos amis africains et que nous devons poursuivre et intensifier notre association avec eux dans le développement de leurs pays.

Pendant mon séjour de deux semaines en Afrique, j'ai trouvé les gouvernements préoccupés des problèmes apparemment insolubles de l'Afrique australe. Ces questions ont été examinées à fond lors des conférences du Commonwealth et tout dernièrement en janvier à la réunion de Singapour. J'ai insisté auprès des gouvernements africains pour leur faire reconnaître le rôle indispensable que le Commonwealth doit jouer, à notre avis, dans l'examen du difficile problème de la discrimination raciale et de ses répercussions.

Dans les cinq pays visités, l'attitude du Canada vis-à-vis des problèmes de l'Afrique australe a été bien comprise et acceptée. Les dirigeants africains avec qui je me suis entretenu ont exprimé leur satisfaction à l'égard de la position canadienne sur ces questions, position que nous avons précisée dans nos déclarations publiques et que nous avons confirmée par notre façon de voter aux Nations Unies.

Dans mes entretiens avec les hommes politiques africains, j'ai souligné le besoin d'apporter une solution pacifique aux problèmes de l'Afrique australe. Des hostilités de grande envergure en Afrique ne pourraient qu'amener la ruine de l'économie des nations noires et anéantir tout espoir d'une vie meilleure pour leurs populations. Ces hostilités feraient inévitablement entrer en jeu des puissances de l'extérieur et pourraient engendrer un nouveau conflit dont l'ampleur égalerait la tragédie du Moyen-Orient ou du Vietnam.

Nous devrions, je crois, nous rendre compte du fait que nos moyens d'influencer les minorités blanches racistes de l'Afrique australe sont limités et peuvent surtout s'exercer sur le plan multilatéral, par l'intermédiaire des Nations Unies et du Commonwealth. Mais nous pouvons offrir notre appui économique et politique aux pays en voie de développement de l'Afrique noire. Nous pouvons ainsi contribuer positivement à la solution des graves problèmes de l'Afrique, et c'est là que notre principal effort devrait porter. Cet effort devrait se révéler beaucoup plus satisfaisant, tant pour les Africains que pour les Canadiens, qu'un gaspillage d'énergies en gestes insignifiants destinés à établir au monde notre rectitude morale en matière de questions raciales.

[Français]

J'ai soulevé avec les autorités congolaises et ivoiriennes la question de la francophonie, et j'ai expliqué la position